

Le Front populaire en France (1936)

L'Europe, qui connaît la montée des régimes totalitaires dans les années 30, est fortement impactée par la crise économique américaine de 1929.

Question générale : Comment la France du Front populaire en 1936 fait-elle face à cette montée des périls (dangers) ?

I. À quelles crises la France est-elle confrontée dans les années 30 ?

La France, **avec un temps de retard sur les autres pays et avec une moindre intensité**, est touchée par la crise économique et sociale qui entraîne rapidement une crise politique où les scandales politico-financiers (affaire Stavisky) éclaboussent des milieux politiques impuissants à résoudre la situation.

Les ligues, des groupes antiparlementaires, antidémocratiques, antisémites d'extrême droite, se développent en multipliant leurs actions (Croix de feu, Action Française) ; le **6 février 1934**, elles déclenchent une émeute violente (15 morts) devant la chambre des députés **ce qui contraint le gouvernement à démissionner**.

En réaction, **les partis de gauche dénoncent la tentative de coup d'état fasciste**.

<u>Causes</u>	<u>6 février 1934</u>	<u>Conséquences</u>
Essor des ligues Montée de l'antiparlementarisme Affaire Stavisky	Emeute place de la Concorde à Paris	Démission de Daladier Union de la gauche

Conclusion : Dans les années 30, la France est confrontée à une crise économique, sociale et politique qui menace la démocratie.

II. Comment le Front populaire tente-t-il de répondre aux crises ?

1) L'arrivée au pouvoir du rassemblement des gauches

Un **Front populaire** réunissant **les radicaux** (Daladier), **les socialistes** (Blum), **les communistes** (Thorez) se constitue pour **faire barrage à l'extrême droite**.

Il adopte en janvier 1936 un programme électoral commun et remporte **les élections législatives du 26 avril et 3 mai 1936**.

Pour la première fois de son Histoire, un socialiste, **Léon Blum, est nommé à la présidence du Conseil**.

2) Les réformes du Front populaire

a) Les grèves de 1936

Le gouvernement est rapidement confronté à **une grève ouvrière avec occupation des usines (grève sur le tas)**, les ouvriers aspirent à de meilleures conditions de travail et à davantage de considération.

b) Les accords de Matignon le 7 juin 1936

Pour rétablir la situation, le gouvernement de Léon Blum arbitre les négociations entre **les syndicats des ouvriers et le patronat qui débouchent sur les accords de Matignon le 7 juin 1936 qui permettent des avancées considérables** : des **réformes sociales** (Des lois sociales, des droits pour les salariés dans l'entreprise), des **réformes économiques** (Nationalisation de grandes entreprises) et des **réformes politiques** (Dissolution et interdiction des Ligues).

Droits des salariés dans l'entreprise	<ul style="list-style-type: none">► Reconnaissance de la liberté syndicale► Délégués du personnel élus► Conventions collectives
Lois sociales	<ul style="list-style-type: none">► Semaine de travail de 40 heures (au lieu de 48 heures)► Deux semaines de congés payés annuels► Billet de chemin de fer à tarif réduit pour les congés payés
Économie	<ul style="list-style-type: none">► Nationalisation des compagnies de chemin de fer, création de la SNCF► Nationalisation des industries d'armement
École	<ul style="list-style-type: none">► Scolarité obligatoire portée de 13 à 14 ans

Convention collective : accord entre les syndicats et les patrons pour définir les conditions de travail et les salaires dans les entreprises.